APART=1.CH

PAS DERANCER LES LOCATAIRS.

TOUTE- RENSEIGNEMENT. TELE

A



UER

Que ce soit à l'école, dans la justice, la police, les médias ou encore les hôpitaux, les discriminations persistent et s'aggravent. Les exemples sont nombreux et concernent tous les domaines de la vie : interdiction du port du foulard, refus de soin pour une personne grosse, refus de prêt bancaire en fonction de son état de santé, difficulté à louer un logement, etc. Cela montre à quel point les discriminations font partie du fonctionnement même de la société et de la culture et pose la question de l'efficacité de la lutte pour les réduire.

AGGRAVATION DES DISCRIMINATIONS

Les discriminations excluent et isolent les groupes minoritaires. Être condamné e à rester souvent chez soi car très peu d'infrastructures sont mises en place pour profiter de l'espace public quand on a une mobilité réduite par exemple. Ou encore être rejeté e par sa famille à l'annonce d'un coming out et se retrouver coupé e d'un réseau social. La situation a tendance à se détériorer depuis que le climat politique en Europe et aux États-Unis favorise l'expression de discours haineux et discriminatoires.



La fracture numérique c'est l'écart entre les personnes qui ont accès aux outils numériques et les personnes qui en sont privées. On parle d'inégalités sociales et de précarité numérique lorsque cet écart touche les populations qui ont le moins de ressources financières. Le fait d'être privée d'outils numériques empêche toute une partie de la population d'accéder à ses droits et de participer à la société. De fait, de plus en plus de services, d'informations et de démarches sont exclusivement accessibles en ligne.

NUMÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ ET EXCLUSION

Même si on observe une certaine amélioration de l'accès aux technologies ces dernières années (formation à l'utilisation, démocratisation des prix, etc.) qui permet à de plus en plus de personnes de pouvoir se servir de leur smartphone pour rester en contact et faire certaines démarches, d'autres, par manque de moyens ou de compétences sont davantage isolées.



MÉDIATISATION DE L'INSÉCURITÉ

Des liens existent entre les discours des médias, le sentiment d'insécurité et l'isolement social. Les médias influencent nos perceptions de la société. Des études ont montré que les discours médiatiques anxiogènes (fait divers, insécurité, peur de l'autre...) peuvent renforcer la solitude chez certaines personnes. À force d'entendre parler d'insécurité dans les médias, des personnes imaginent un extérieur de plus en plus hostile. Elles ont peur de sortir de chez elleux et limitent progressivement leurs sorties.

Par ailleurs, les discours médiatiques stigmatisent des populations considérées comme dangereuses (ex : les jeunes racisé·es). Cela peut avoir pour effet d'éloigner les groupes sociaux les uns des autres.

Les jeunes peuvent notamment être impacté·es car iels utilisent beaucoup les réseaux sociaux et peuvent ressentir de l'anxiété. Les personnes âgées également, car elles sont plus isolées que les autres groupes sociaux et sont alors plus sensibles et réceptives aux discours des médias.



DE PLUS EN PLUS DE MAMANS SOLO

Les familles monoparentales sont devenues de plus en plus fréquentes dans la société. Ces familles présentent un risque élevé de précarité : les mamans solo ont un très faible pouvoir d'achat et trop souvent les pères ne paient pas leurs pensions alimentaires. Dans + de 80% des cas, ce sont des femmes qui sont en charge seules des enfants. Devant gérer leur famille, les mamans solo ont beaucoup de mal à trouver un travail et occupent souvent des logements trop petits faute de mieux.

Ayant peu de moyens, elles doivent se restreindre au quotidien et s'offent de moins en moins de moments de détente en vacances ou les week-ends.

Les faibles revenus, le peu de temps disponible en dehors des enfants, les exposent davantage au risque de se retrouver isolées.



ÊTRE TOUJOURS PLUS PRODUCTIF-VE AU TRAVAIL

Pour beaucoup de personnes, le travail permet de s'insérer dans la société et de créer des liens avec des personnes. La solitude est donc davantage ressentie chez les personnes qui ne travaillent pas. Cependant, le monde du travail produit de plus en plus d'isolement et de solitude. Avec des exigences de productivité accrue, les journées de travail sont de plus en plus intenses.

Cette intensification se traduit par la réduction des pauses et des discussions entre collègues par exemple. Les pratiques de management actuelles favorisent l'individualisation: management par objectif, avancement au mérite, évaluation individualisée des performances... Ceci instaure un climat de performance alimentant l'isolement social.

Par ailleurs, depuis la Covid-19, le télétravail est devenu une réalité incontournable. Celui-ci peut constituer un facteur d'isolement (moins de contact) voire d'exclusion (avoir le sentiment d'être mis-e de côté et de ne pas disposer des informations).



FERMETURE DES COMMERCES DE QUARTIER

• Les commerces de proximité sont des espaces de sociabilité. Ces espaces jouent un rôle dans la création et le maintien du lien social entre les habitant·es d'un quartier. Les commerces de quartier sont un maillon essentiel pour la vie sociale. Aujourd'hui, ces petits commerces sont de moins en moins nombreux. Concurrencés par la grande distribution, ils ne sont souvent plus rentables et les commerçant·es doivent fermer boutique. Par ailleurs, depuis une dizaine d'années les achats en ligne ont explosé. L'usage massif des smartphones a transformé les manières de consommer

Ces changements ont réduit les possibilités de discussions et de rencontres informelles lors des achats du quotidien. La dimension humaine est passée au second plan, derrière des achats de plus en plus efficaces et livrés rapidement.



• Les personnes étrangères (hors UE) ne sont plus accueillies par l'État Belge. Fédasil, l'agence fédérale chargée des demandes d'asile a été condamnée plus de 9 000 fois par la justice car leur organisation empêchent les personnes de déposer leur demande d'asile. En attendant, ces personnes n'ont aucun droit (pas de logement, pas d'argent, pas de papiers).

Les politiques migratoires belges et européennes criminalisent et stigmatisent les étrangers, en prévoyant par exemple de plus en plus de contrôles aux frontières et à l'intérieur des pays.

DURCISSEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Ces politiques font écho aux discours de plus en plus décomplexés de partis politiques, faisant des étranger·ères les boucs émissaires de tous les problèmes sociétaux.

La lenteur des procédures, la diffusion d'idées racistes, le durcissement des conditions d'obtention des papiers rendent encore plus compliqué l'accès des étranger·ères à une situation stable. À la marge de la société belge, iels se retrouvent toujours plus isolé·es.



PRÉCARISATION DE LA SOCIÉTÉ

Depuis les années 1980 et le tournant néo-libéral, les politiques publiques menées ont fait des coupes budgétaires importantes dans des secteurs clés de la société (santé, services publics, enseignement, etc.). Les effets de ces mesures ont entrainé une précarisation de la population avec l'apparition de nouveaux profils (travailleur euses pauvres, jeunes demandeurses d'emploi, mère de famille monoparentale, etc.).

Plus les inégalités sociales se creusent moins la cohésion sociale est entretenue. La précarisation amène à un éloignement de la participation, des activités de loisirs et des services sociaux et institutionnels. Plus les inégalités sociales s'aggravent, plus il y a de l'exclusion, un sentiment de solitude et un isolement. La santé mentale des publics précaires est la première à en payer le prix, ils ont « deux à six fois plus de risque de présenter des troubles anxieux, dépressifs ou des problématiques d'assuétudes » renforçant ainsi un cercle vicieux de l'isolement.



MOINS D'ARGENT POUR LES SERVICES PUBLICS

• Les services publics sont des lieux où faire valoir ses droits (chômage, aides sociales, papiers administratifs, etc.). Des salariées, financées par les impôts que nous payons, y travaillent et ont pour mission d'accompagner les personnes vers l'obtention de leurs droits.

Récemment, les gouvernements cherchent à faire des économies et diminuent les budgets des services publics. En conséquence, il y a moins de salarié·es et des guichets ferment. Aujourd'hui, les salarié·es ont moins de temps à consacrer au public et on leur demande de plus en plus de faire leurs démarches en ligne. Les guichets physiques étaient un lieu où les personnes pouvaient avoir un lien. En réduisant l'argent donné, les gouvernements permettent de moins en moins aux services publics de jouer un rôle de lien social.



• Le développement des villes implique, pour de plus en plus de personnes, de devoir se déplacer loin de chez elles pour travailler, faire leurs courses, avoir des loisirs... La mobilité est devenue indispensable pour gagner sa vie et entretenir des liens avec la famille ou des amires

Actuellement, notre société privilégie la voiture au détriment d'autres mobilité (bus, train, vélo...). La place centrale de la voiture dans la mobilité isole les personnes qui ne peuvent pas se déplacer en voiture pour des raisons financières, d'absence de permis, de santé..., surtout au sein des territoires ruraux.

MOBILITÉ ET TRANSPORT PUBLIC

Alors qu'un bon réseau de transport collectif facilite le fait de rencontrer des personnes et de se déplacer pour aller voir ses proches, il y a, depuis des dizaines d'années, de moins en moins d'argent mis dans les transports publics (moins de train et de bus, moins de confort, moins d'arrêts...).

Ce manque de moyens et de possibilités dans les transports publics, poussent les personnes qui le peuvent à se déplacer avec leur propre voiture et les autres à limiter leurs déplacements, et restreindre, de manière générale, leurs horizons.